



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Egypte-Le-test-des-negociations>

Égypte - Le test des négociations

- International - Afrique -



Date de mise en ligne : mardi 8 février 2011

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

abc NEWS

La prolongation du statu quo - sous surveillance de l'armée - et les initiatives prises pour assurer « une transition douce », répondant aux exigences des Etats-Unis, servent à tester la dynamique et la profondeur du mouvement populaire.

Ce 6 février 2011, le vice-président Omar Souleimane a pris des initiatives politiques en vue désamorcer partiellement la mobilisation populaire dont l'objectif immédiat reste le départ d'Hosni Moubarak. Il a ainsi ouvert « un dialogue » avec les Frères musulmans - force politique formellement interdite - et avec des représentants de diverses forces de l'opposition.

Parallèlement, en ce treizième jour de mobilisation populaire, sur la place Tahrir - cette place emblème de la lutte contre la dictature - des dizaines de milliers de personnes se sont réunies, au cours de la journée, pour le « Jours des martyrs » : ceux et celles tués par la police depuis le 25 janvier. Et l'on a assisté à des prières réunissant (au sens strict du terme : se tenant la main) des chrétiens (Coptes) et des musulmans.

Ce qui indique, pour l'heure, la dynamique du mouvement contre le régime de Moubarak. Des rassemblements importants se sont tenus à Alexandrie, à Mansoura et à Mahalla, la ville des luttes ouvrières des années précédentes.

Un représentant des Frères musulmans - Abdoul Moneim Abou Fotouh - a déclaré à un reporter de la chaîne Al-Jezira que la rencontre avec Omar Suleimane ne pouvait être caractérisée comme une négociation. Cela dans la mesure où la revendication centrale, le départ de Moubarak, était refusée.

Il insista sur le fait que si les autorités avaient l'intention de vraiment négocier « le parlement devrait être dissous, un décret présidentiel devrait supprimer l'Etat d'urgence. Les articles 77, 78 et 88 de la Constitution devraient être amendés. »

Ces articles permettent à Moubarak de choisir le prochain président et aussi de se représenter sans limites dans le temps. Il affirma que reculer sur la revendication de départ de Moubarak « serait une trahison des martyrs qui sont morts durant le soulèvement. » Pour diverses forces, l'acceptation par les Frères musulmans d'engager, de fait, des négociations, confirme leur tendance à entrer dans le jeu politique officiel, comme ils l'avaient fait en 2005.

Au-delà de ses réponses, il apparaît que le pouvoir cherche à séparer les eaux. L'armée resserre ses rangs autour de la place Tahrir et rend difficile le ravitaillement. L'accent est mis sur la reprise de la « vie normale », ce qui répond à des besoins d'une partie de la population.

La prolongation du statu quo - sous surveillance de l'armée - et les initiatives prises pour assurer « une transition douce », répondant aux exigences des Etats-Unis, servent à tester la dynamique et la profondeur du mouvement populaire. Cela au moment où, à Suez, la police a tué à bout portant, un manifestant, seul, qui s'approchait d'une patrouille.